



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société ECOPLASTICS à Brenouille
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 et de l'arrêté ministériel
du 4 octobre 2010 relatives à ses installations de recyclage de matières plastiques

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 avril 1999 à la société SERP Recyclage pour l'exploitation d'installations de recyclage de matières plastiques à Brenouille, impasse de Gilocourt, concernant notamment les rubriques 167 C, 322 B-1, 2661, 98 bis B1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le récépissé préfectoral du 22 août 2000 donnant acte à la société NEXUS Industries de sa déclaration de prise en possession de l'établissement SERP Recyclage ;

Vu le récépissé préfectoral du 5 septembre 2001 donnant acte à la société ECOPLASTICS de sa déclaration de prise en possession de l'établissement NEXUS Industries ;

Vu les articles suivants de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 susvisé qui disposent que :

- l'article III.2.2 2^{ème} alinéa : « Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré (1/2) heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré (1/2) heure ;
- matériaux de classe (M0) ;
- sols imperméables et incombustibles ».

- l'article III.2.2 3^{ème} alinéa : « Les locaux abritant d'une part le stockage de déchets plastiques et d'autre part le stockage de produits finis (matières plastiques en big-bags) sont séparés par un mur coupe-feu 2 heures avec portes coupe-feu de degré 2 heures » ;

- l'article III.2.2 4^{ème} alinéa : « Une partie de la façade Sud du local de stockage des déchets plastiques à recycler, comportant des bureaux non occupés, constitue un mur coupe-feu de degré 2 heures sur une longueur de 35 m et une hauteur de 5,5 m » ;

- l'article III.2.2 5^{ème} alinéa : « Les structures fermées permettent l'évacuation des fumées et gaz chaud afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. L'ouverture des équipements de désenfumage nécessaires peut se faire manuellement par des commandes accessibles en toutes circonstances depuis le rez-de-chaussée et clairement identifiées » ;

- l'article III.5.2 1^{er} alinéa : « Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives » ;

- l'article III.6.2 : « La fourniture et la disponibilité des utilités concourant à l'arrêt d'urgence ou à la mise en sécurité des installations est assurée en permanence » ;

Vu l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose que : « Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 1^{er} août 2014, transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} août 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé dans le délai imparti ;

Considérant que lors de la visite du 3 juillet 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les locaux abritant les stockages de déchets plastiques et de produits finis ne respectent pas les dispositions constructives mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999,
- la toiture est dépourvue de système de désenfumage,
- en cas de coupure d'électricité, le réseau sprinklage n'est plus en mesure de fonctionner
- aucune étude risque foudre n'a été réalisée,
- les installations électriques ne sont pas conformes à la réglementation et aux normes en vigueur.

Considérant que :

- l'absence d'analyse risque foudre ne permet pas de savoir si les installations du site sont suffisamment protégées contre les effets directs et indirects de la foudre ;
- le cas échéant, une protection insuffisante augmenterait la probabilité de survenue d'un incendie ;

Considérant que la non conformité des installations électriques est susceptible d'augmenter la probabilité de survenue d'un incendie ;

Considérant que l'absence des dispositions constructives telles que prescrites dans l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 est de nature à accroître l'intensité des phénomènes dangereux tel que l'incendie et ainsi accroître le nombre de cibles impactées ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles III.2.2, III.5.2 1^{er} alinéa et III.6.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ECOPLASTICS de respecter les dispositions des articles III.2.2, III.5.2 1^{er} alinéa et III.6.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société ECOPLASTICS, exploitant une installation de recyclage de matières plastiques sise impasse Gilocourt sur la commune de Brenouille, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article III.5.2 1^{er} alinéa de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 et de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société ECOPLASTICS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles III.2.2 et III.6.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 comme suit :

- fournir les devis pour la réalisation des travaux prescrits par les articles susvisés avant le 31 octobre 2014,
- fournir les justificatifs de réalisation des travaux (procès verbal, rapport de fin de travaux, dossier ouvrage exécution ...) six mois après la notification du présent arrêté.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié à la société ECOPLASTICS et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Brenouille, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **26 SEP. 2014**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires :

Monsieur le Directeur
de la Société ECOPLASTICS
Impasse de Gilocourt
60870 BRENOUILLE

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Brenouille

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement
s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'amé
et du logement de Picardie